

- Département de l'Isère -

Syndicat des Eaux des Abrets



78 rue Gambetta
38490 LES ABRETS EN DAUPHINÉ
Téléphone : 04 76 32 06 68
Fax : 04 76 32 24 89
Mail : contact@symideau.com
Site internet : www.symideau.com

ETUDE POUR L'ELABORATION DES PLANS DE ZONAGE DES EAUX USEES

COMMUNE DE LA BATIE MONTGASCON

MEMOIRE EXPLICATIF

*Dossier 126-12
08 Janvier 2021*



Bureau d'Études Techniques
137, rue Mayoussard - CENTR'ALP
38430 MOIRANS

Tél. : 04 76 35 39 58
E.mail : alpetudes@alpetudes.fr

TABLE DES MATIERES

1	OBJET DU DOSSIER	2
2	PRESENTATION DU CONTEXTE COMMUNAL.....	3
2.1	LE CADRE NATUREL	3
2.1.1	Situation géographique	3
2.1.2	Topographie	3
2.1.3	Réseau hydrographique	3
2.1.4	Géologie – Hydrogéologie	4
2.1.5	Carte des risques	5
2.2	LE CONTEXTE HUMAIN	6
2.2.1	Démographie et habitat	6
2.2.2	Activités	7
2.2.3	Alimentation en eau potable.....	7
2.3	ETAT ACTUEL DE L'ASSAINISSEMENT	8
2.3.1	Assainissement collectif.....	8
2.3.2	Assainissement autonome	9
2.4	CONSEQUENCES DE L'URBANISATION FUTURE SUR L'ASSAINISSEMENT	13
3	SCENARIOS D'ASSAINISSEMENT	14
3.1	PROBLEMATIQUE GENERALE DE LA COMMUNE	14
3.2	EVRIEUX	15
3.3	CHATANAIS	16
3.4	LES SARRETS.....	17
3.5	FERME DE LA GOUTTE	18
3.6	TREVIGNEUX	19
3.7	AVOLIN	20
3.8	MAIGRIERE	21
4	ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES.....	22
4.1	REFERENCES REGLEMENTAIRES.....	22
4.2	GENERALITES.....	23
4.3	ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	23
4.3.1	Zones d'assainissement collectif.....	23
4.3.2	Zones d'assainissement collectif sous conditions	24
4.4	ZONES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	25
4.4.1	Zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) en assainissement non collectif.....	25
4.4.2	Zones naturelles (N) et agricoles (A) en assainissement non collectif.....	27
5	ANNEXES	28

1 OBJET DU DOSSIER

Le Syndicat des Eaux des Abrets a souhaité la réalisation du zonage des eaux usées de la commune de La Bâtie Montgascon dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Les Vals du Dauphiné (secteur Est – Bourbre Tisserands et Vallons du Guiers).

La Bâtie Montgascon est adhérente au syndicat depuis sa création en 1929. L'exploitation du réseau d'assainissement est assurée par le Syndicat des Eaux des Abrets depuis 1973.

La présente étude s'appuie sur les données d'urbanisme liées au PLUi et sur le précédent schéma directeur d'assainissement du Syndicat des Eaux des Abrets de 2003.

Ce rapport de synthèse s'organise autour de 3 axes :

- Présentation du contexte communal et de l'assainissement
- Scénarios d'assainissement et étude comparative
- Zonage d'assainissement des eaux usées

Le présent mémoire constitue le document de référence présenté en enquête publique. Il ne concerne que l'assainissement des eaux usées.

Le contexte réglementaire :

Le présent dossier répond aux obligations de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, modifiée par la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 puis la loi n°2010-788 du 10 juillet 2010 et intégrée au Code Général des Collectivités Territoriales :

« Article L.2224-10 – les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre 1er du Code de l'Environnement :

- 1) Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*
- 2) Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ; »*

2 PRESENTATION DU CONTEXTE COMMUNAL

2.1 LE CADRE NATUREL

2.1.1 Situation géographique

La commune de La Bâtie Montgascon se situe dans l'arrondissement de la Tour du Pin. Le territoire communal est limité :

- au Nord par les communes de Corbelin et de Faverges de la Tour,
- à l'Ouest par la commune de Saint-Clair de la Tour,
- au Sud par les communes de Saint-André le Gaz et Les Abrets en Dauphiné,
- à l'Est par la commune de Granieu.

2.1.2 Topographie

La Bâtie Montgascon est une commune vallonnée avec des fortes pentes sur une grande partie du territoire. L'altitude varie entre 314 et 425 m. L'urbanisation concerne surtout la partie Ouest de la commune (altitude de 380 à 400 m) tandis que la partie Est est surtout composée de champs cultivés, de forêts et de plans d'eau. Enfin, l'autoroute A43 Lyon-Chambéry constitue un fort marqueur dans le paysage de la commune.

2.1.3 Réseau hydrographique

L'hydrographie est très peu développée sur le territoire.

Les plans d'eau de la commune (étang d'Evrieux, marais dans les secteurs de la Maigrière et du Vernay) sont à l'origine d'un petit ruisseau s'écoulant vers le nord. Ce faible écoulement finit par rejoindre les canaux des Avenièrès.

La Bourbre est une rivière plus importante en termes de débit mais moins impactante pour la commune car elle circule dans un couloir très encaissé à la limite avec Saint-André le Gaz.

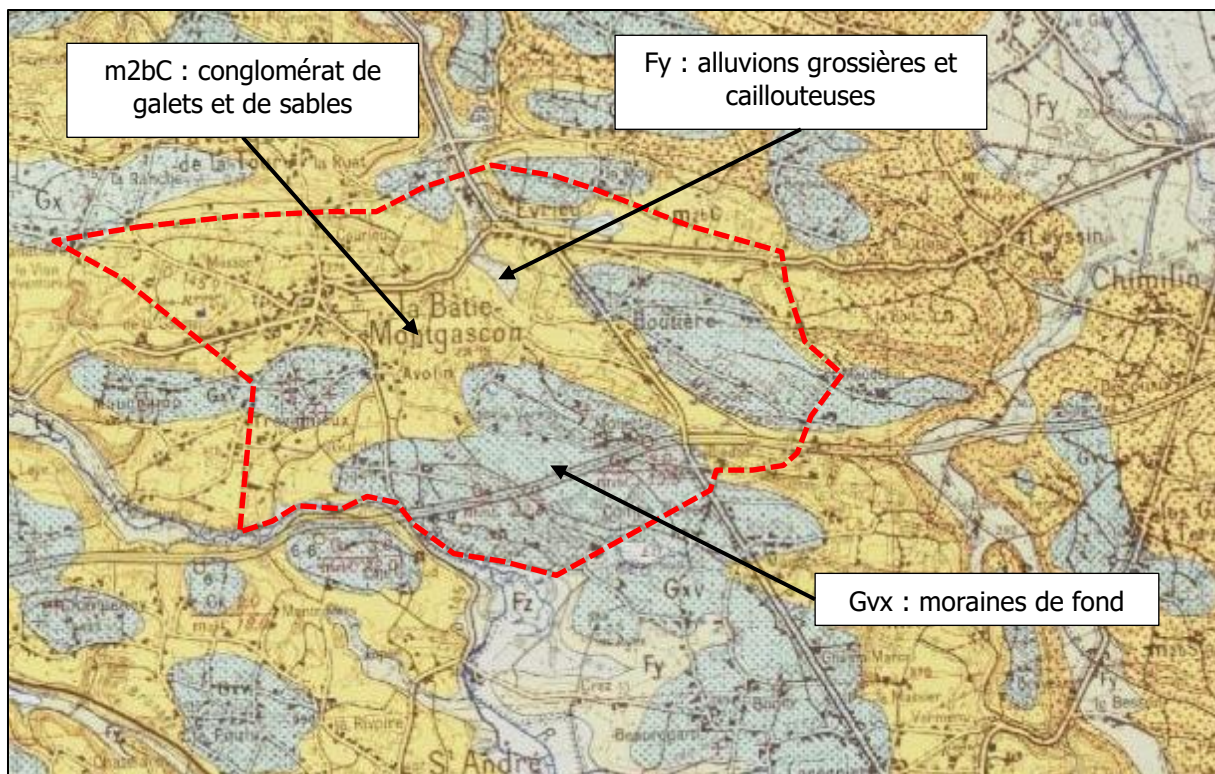
2.1.4 Géologie – Hydrogéologie

Le sous-sol de la Bâtie Montgascon est surtout formé par un conglomérat de galets impressionnés et de lits de sable. Ce conglomérat est de type calcaire et daté du Tortonien deltaïque (m2bC).

Des moraines de fond würmiennes occupant les vallées antérieures au Würm sont également présentes en grande quantité dans certains secteurs de la commune (Gxv).

Enfin, il faut noter que la RD 1075 repose sur des alluvions en fond de vallée (Fy).

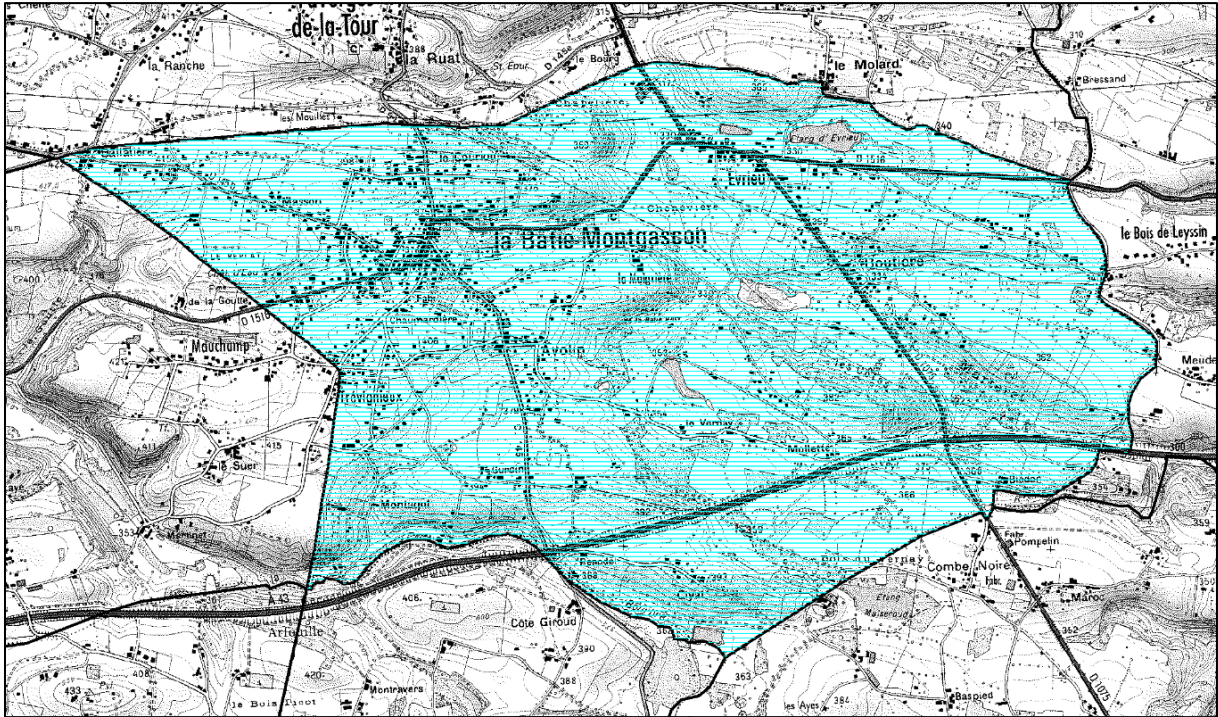
Extrait de la carte géologique au 1/50 000^{ème} – feuille La Tour du Pin



2.1.5 Carte des risques

La commune de La Bâtie Montgascon ne dispose pas d'une carte des aléas. Toutefois, certains risques sont recensés :

- Risque sismique de niveau 3/5 (modéré)
- Potentiel radon de niveau faible
- Exposition au retrait-gonflement des sols argileux sur la totalité de la commune



Exposition au risque de retrait-gonflement des sols argileux

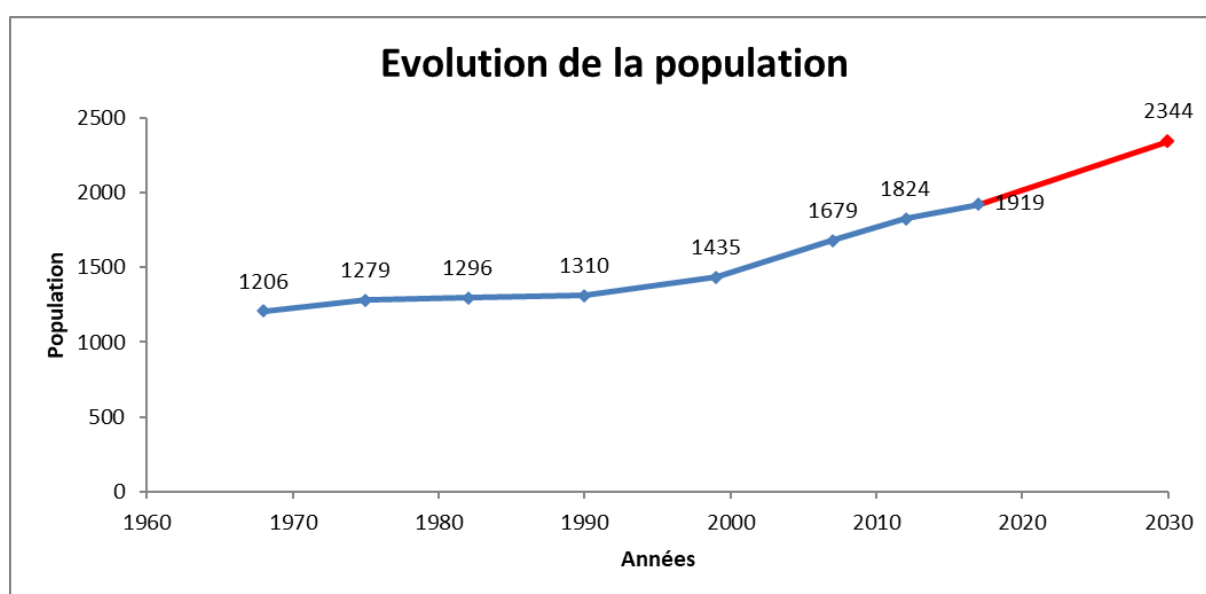
La commune n'est concernée par aucun Plan de Prévention des Risques Naturels ou Technologiques (PPRN ou PPRT).

2.2 LE CONTEXTE HUMAIN

2.2.1 Démographie et habitat

Au dernier recensement de 2017, la commune de La Bâtie Montgascon comptait environ 1 900 habitants permanents. L'augmentation de population est régulière depuis une trentaine d'années.

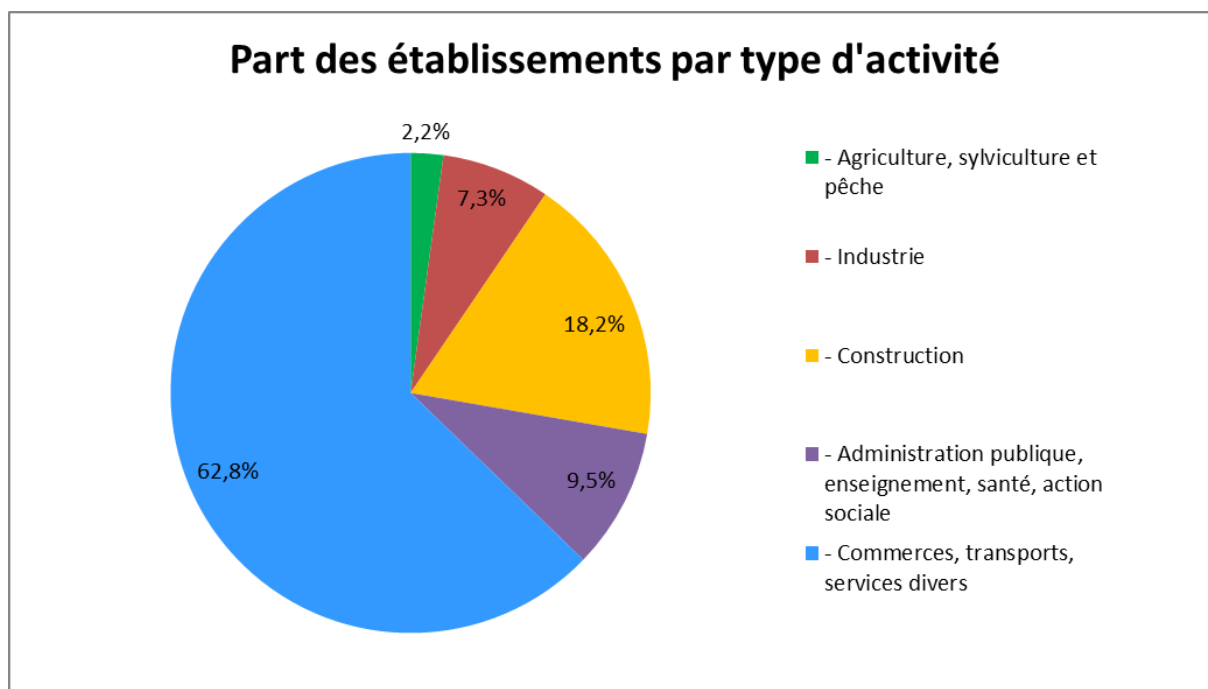
Années	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2012	2017
Population	1206	1279	1296	1310	1435	1679	1824	1919
Evolution		73	17	14	125	244	145	95
Evolution annuelle moyenne		5,7%	1,3%	1,1%	8,7%	14,5%	7,9%	5,0%
		0,84%	0,19%	0,13%	1,02%	1,98%	1,67%	1,02%



Etant donné les perspectives du PLUi en matière d'urbanisme, la population à l'horizon 2030 pourrait atteindre 2 344 habitants.

2.2.2 Activités

Établissements	La Bâtie Montgascon
Nombre d'établissements actifs au 31 décembre 2015	137
- Agriculture	3
- Industrie	10
- Construction	25
- Commerce, transports et services divers	86
<i>dont commerce et réparation automobile</i>	<i>27</i>
- Administration publique, enseignement, santé et action sociale	13



Source : Insee, CLAP (connaissance locale de l'appareil productif).

2.2.3 Alimentation en eau potable

Le réseau d'eau potable de La Bâtie Montgascon est géré par le Syndicat des Eaux des Abrets.

Les 914 abonnés consomment 85 000 m³/an (RPBS 2018).

Les ressources en eau potable alimentant la commune sont les captages de Truitière, de Saint-Pierre et du Ponier.

2.3 ETAT ACTUEL DE L'ASSAINISSEMENT

2.3.1 Assainissement collectif

2.3.1.1 Le réseau d'assainissement

L'ensemble du réseau d'assainissement est géré par le Syndicat des Eaux des Abrets.

L'ensemble des effluents collectés sont traités à la station d'épuration intercommunale NATUR'NET, située aux Nappes sur la commune des Avenières-Veyrins-Thuellin.

2.3.1.2 Taux de raccordement

La commune de La Bâtie Montgascon compte 470 abonnés à l'assainissement collectif (RPQS 2018) et 421 installations d'assainissement individuel (donnée 2019).

En 2018, le taux de raccordement est donc de $470/880 = 53\%$.

De plus, nous pouvons considérer un ratio de 2,40 habitants par logement (donnée issue du PLUi) et le volume d'eaux usées domestiques facturé est d'environ 37 316 m³ sur l'année 2018.

Ainsi, la consommation est estimée à 91 l/j/hab.

2.3.1.3 Postes de refoulement

Aucun poste de refoulement n'est présent sur la commune.

2.3.1.4 Renseignements généraux sur la station d'épuration

Les caractéristiques de la station sont les suivantes :

- Nom : NATUR'NET
- Date de mise en service : 30 juin 2003
- Capacité nominale : 16 000 EH
- Charge nominale en DBO5 : 960 kg/j
- Traitement : Boues activées
- Milieu récepteur : Le Rhône

Les charges organique et hydraulique reçues par la station en 2018 sont :

- Charge maximale en entrée : 21 524 EH, soit 135%
- Débit moyen : 3 597 m³/j
- Débit max : 5 809 m³/j

Les travaux d'agrandissement de la STEU Natur'Net sont en cours (ordre de service du 04 Mars 2019), ces travaux permettent d'augmenter sa capacité à 39 000 EH (la mise en service est prévue courant 2021). Grâce à cette nouvelle capacité, le système de traitement sera conforme et tous les effluents de La Bâtie Montgascon pourront être traités.

2.3.2 Assainissement autonome

2.3.2.1 Bilan du SPANC

Le SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) est assuré par le syndicat sur les communes suivantes :

- | | | |
|----------------------------------|---------------|----------------------------|
| - Les Abrets en Dauphiné | - Le Bouchage | - Granieu |
| - Aoste | - Brangues | - Saint-André le Gaz |
| - Les Avenières-Veyrins-Thuellin | - Chimilin | - Saint-Victor de Morestel |
| - La Bâtie Montgascon | - Corbelin | - Morestel |

Les missions obligatoires du SPANC sont les suivantes :

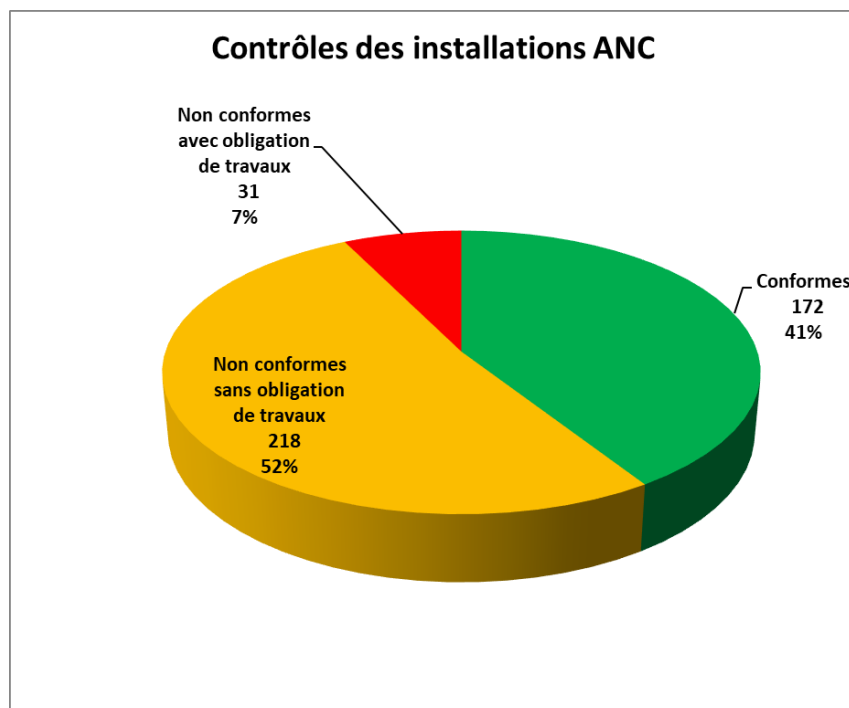
- Vérification de conception et d'exécution pour les installations neuves ou les réhabilitations,
- Diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien.

421 installations d'assainissement autonome ont été recensées sur la commune en 2019.

L'ensemble des installations ont été contrôlées :

- 40,86 % des installations sont conformes
- 51,78 % des installations sont non conformes sans obligation de travaux
- 7,36 % des installations sont non conformes avec obligation de travaux

(données 2019)



La fréquence des contrôles a été fixée à 6 ans par le syndicat en 2015.

Le contrôle technique comprend :

- La vérification technique de la conception, de l'implantation (sur dossier et sur site) et de la bonne exécution des ouvrages d'assainissement non collectif (sur site). Pour les installations nouvelles ou réhabilitées, cette vérification est effectuée avant remblaiement.
- La vérification périodique de leur bon fonctionnement qui porte au moins sur les points suivants :
 - o Vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et de leur accessibilité ;
 - o Vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration ;
 - o Vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse ;
 - o Dans le cas d'un rejet au milieu hydraulique superficiel, un contrôle de la qualité du rejet peut être effectué.
- La vérification du bon entretien des installations et notamment :
 - o Vérification de la réalisation périodique des vidanges ;
 - o Vérification, le cas échéant, de l'entretien des dispositifs de dégraissage.

Le coût du SPANC à la charge des particuliers est de :

- 330 € HT pour le contrôle des installations neuves ou réhabilitées ;
- 116 € HT pour le contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien des installations existantes ;
- 141 € HT pour le contrôle des installations existantes en cas de cession d'immeuble.

Le produit de la redevance est entièrement destiné au contrôle des installations d'assainissement non collectif. Celle-ci n'est due que par les usagers se dotant ou disposant d'une installation d'assainissement non collectif. La redevance est appliquée lors du contrôle.

2.3.2.2 Synthèse de l'aptitude des sols à l'assainissement autonome

Le tableau ci-dessous est établi à partir de la carte d'aptitude des sols réalisée en 2003 dans le cadre du Schéma Directeur d'Assainissement du Syndicat des Eaux des Abrets (ex-SIE des Abrets et Environs).

Zone verte : Secteur sans contrainte pour l'assainissement autonome.

Zones où l'assainissement autonome peut être mis en œuvre selon les filières habituelles classiques de type tranchées filtrantes.

Zone orange : Secteur avec contraintes pour l'assainissement autonome.

Zones où l'assainissement autonome peut être mis en œuvre selon des filières parfois contraignantes et moins économiques (filtre à sable à flux vertical, filtre à sable à flux vertical drainé avec rejet vers le milieu superficiel, terte filtrant ou autres filières agréées listées en annexe) du fait de contraintes locales.

Zone rouge : Secteur avec contraintes fortes pour l'assainissement autonome.

Zones où les filières d'assainissement autonome classiques (tranchées filtrantes) sont à proscrire et pour lesquelles l'efficacité de systèmes plus élaborés (filtre à sable) est rendue aléatoire du fait d'un contexte naturel défavorable. L'assainissement individuel doit être réservé à la réhabilitation et à la mise en conformité ou bien au changement de destination d'usage.

Remarque :

L'aptitude des sols par secteur reflète la moyenne des observations de terrain. Il arrive que les caractéristiques des sols varient sur de courtes distances et, dans ce cas, la densité des sondages ne suffit pas à lever toutes les incertitudes.

Cette carte n'est donc pas la représentation exacte de l'aptitude de chaque parcelle et ne permet pas de définir avec précision la filière adaptée en chaque point de la commune. Les filières préconisées par secteur sont données à titre indicatif. Seule une étude de sol à la parcelle peut véritablement déterminer la filière la mieux adaptée au contexte de chaque parcelle.

De manière générale, les normes et les réglementations relatives au choix et à la mise en œuvre des filières d'assainissement autonome doivent être respectées (*voir DTU 64-1 en annexe*).

Secteur	Aptitude des sols à l'assainissement autonome
A - EVRIEU	ORANGE & ROUGE
B – AVOLIN NORD	VERT
C – AVOLIN SUD	ROUGE
D – CHATANAIS	ORANGE
E - BOUTIERE	ORANGE
F – GURDIN / MARTILLONE	ROUGE
G – RECOIN / TREVIGNEUX	ORANGE
H - CLIAT	VERT
I - BRESSAN	ROUGE
J - BALLATIERE	ROUGE
K – LA GRANDE PIECE	ORANGE

2.4 CONSEQUENCES DE L'URBANISATION FUTURE SUR L'ASSAINISSEMENT

Le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (partie Est) des Vals du Dauphiné est en cours de réalisation, conjointement à la présente étude. Il prévoit le développement futur du territoire.

En termes d'extension de l'urbanisation, il ne définit aucune « zones à urbaniser ».

En ce qui concerne le développement démographique, le PLUi envisage une croissance annuelle de 1,5% ce qui conduirait à un gain de 347 habitants entre 2019 et 2030. La population future est ainsi estimée à 2 344 habitants.

L'extension de la station d'épuration Natur'Net a été dimensionnée jusqu'à 39 000 EH afin de prendre en compte les évolutions de populations dans les communes concernées.

Les travaux d'agrandissement de la STEU Natur'Net sont en cours (ordre de service du 04 Mars 2019, la mise en service est prévue courant 2021).

La station d'épuration ne sera pas un frein au développement de l'assainissement collectif sur la commune.

3 SCENARIOS D'ASSAINISSEMENT

3.1 PROBLEMATIQUE GENERALE DE LA COMMUNE

La méthodologie utilisée pour l'élaboration du zonage d'assainissement, passe par l'étude des filières d'assainissement les plus appropriées au contexte des différents secteurs urbanisés ou présentant des perspectives d'urbanisation.

Ainsi, les scénarios d'assainissement concernent les zones urbaines ou à urbaniser. Ils développent deux types de solutions :

- autonome,
- collectif.

Pour chaque hameau, les critères de comparaison des 2 types de scénarios sont d'ordre :

- ⇒ Economique : coûts d'investissement et de fonctionnement du projet ;
- ⇒ Technique : faisabilité de chacun des scénarios ;
- ⇒ Environnemental : compatibilité du rejet avec le milieu récepteur.

Le montant des travaux/investissements est calculé selon les ratios suivants (sans prise en compte des éventuelles subventions de l'Agence de l'Eau et du Département) :

Type de travaux	Prix HT	Unité
Canalisation gravitaire ou refoulement - Traversée de champs/prairie	160	€/ ml
Canalisation gravitaire ou refoulement - Sous chemin en terre	190	€/ ml
Canalisation gravitaire ou refoulement - Sous voie communale	210	€/ ml
Canalisation gravitaire ou refoulement - Sous route départementale	260	€/ ml
Poste de refoulement	50 000	€
Entretien PR	1 600	€/ an
ANC si bonne aptitude	7 000	€
ANC si aptitude moyenne (ou inconnue)	9 000	€
ANC si mauvaise aptitude (filière compacte)	12 000	€

L'habitat est plutôt diffus sur la commune de La Bâtie Montgascon. Le réseau de collecte est dense dans le centre du village mais peu étendu en direction de ces zones résidentielles composées aussi bien d'habitations récentes que d'habitations plus anciennes. L'espace disponible pour l'urbanisation défini dans le PLUi se situe à proximité du village. Dans les zones plus éloignées, seules des dents creuses sont disponibles.

3.2 **EVRIEUX**

	<i>Assainissement autonome</i>	<i>Assainissement collectif</i>
ECONOMIQUE	<p>51 abonnés au total</p> <p><u>Investissement en réhabilitation à la charge des particuliers dont l'installation est non conforme :</u></p> <p>→ Terrains avec contraintes moyennes pour l'assainissement autonome :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 9 000 € / abonné <p><u>Coût des contrôles de conformité :</u></p> <p>→ 330 € pour une installation neuve</p> <p>→ 116 € pour le contrôle d'une installation existante</p> <p>→ 141 € en cas de vente</p>	<p><u>Investissement : réseaux</u></p> <p>→ Coût total des travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 350 000 € HT <p><u>Pas de poste de refoulement nécessaire</u></p>
TECHNIQUE	<p>→ Secteur avec contraintes moyennes pour l'épandage</p> <p>→ Urbanisation actuelle : bien développée</p> <p>→ Potentiel de développement urbain : quasiment aucun</p>	<p>→ <u>Collecte gravitaire du hameau :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 760 ml RD 1075 ▪ 390 ml RD 1516 ▪ 200 ml chemin de Chenevrière <p>→ <u>Refoulement : 0 ml</u></p>
ENVIRONNEMENT	<p>→ Épuration performante des effluents si les dispositifs sont aux normes et entretenus régulièrement</p> <p>→ Epuration par épandage si la capacité du sol le permet localement ou filières drainées</p>	<p>→ Traitement STEP NATUR'NET</p> <p>→ La capacité de la station est suffisante</p>

La filière retenue est l'assainissement autonome

3.3 CHATANAIS

	<i>Assainissement autonome</i>	<i>Assainissement collectif</i>
ECONOMIQUE	<p>50 abonnés au total</p> <p><u>Investissement en réhabilitation à la charge des particuliers dont l'installation est non conforme :</u></p> <p>→ Terrains avec contraintes moyennes pour l'assainissement autonome :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 9 000 € / abonné <p><u>Coût des contrôles de conformité :</u></p> <p>→ 330 € pour une installation neuve</p> <p>→ 116 € pour le contrôle d'une installation existante</p> <p>→ 141 € en cas de vente</p>	<p><u>Investissement : réseaux gravitaires</u></p> <p>→ Coût total des travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 180 000 € HT <p><u>Investissement : réseaux en refoulement</u></p> <p>→ Coût total des travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 50 000 € HT <p><u>1 poste de refoulement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Investissement : 50 000 € HT ▪ Entretien : 1 600 €/an
TECHNIQUE	<p>→ Secteur avec contraintes moyennes pour l'épandage</p> <p>→ Urbanisation actuelle : modérée</p> <p>→ Potentiel de développement urbain : important</p>	<p>→ <u>Collecte gravitaire du hameau :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 830 ml chemin de Chatanais <p>→ <u>Refoulement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 230 ml chemin de Chatanais
ENVIRONNEMENT	<p>→ Épuration performante des effluents si les dispositifs sont aux normes et entretenus régulièrement</p> <p>→ Epuration par épandage si la capacité du sol le permet localement ou filières drainées</p>	<p>→ Traitement STEP NATUR'NET</p> <p>→ La capacité de la station est suffisante</p>

La filière retenue est l'assainissement autonome

3.4 LES SARRETS

	<i>Assainissement autonome</i>	<i>Assainissement collectif</i>
ECONOMIQUE	<p>22 abonnés au total</p> <p><u>Investissement en réhabilitation à la charge des particuliers dont l'installation est non conforme :</u></p> <p>→ Terrains avec fortes contraintes pour l'assainissement autonome :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 12 000 € / abonné <p><u>Coût des contrôles de conformité :</u></p> <p>→ 330 € pour une installation neuve</p> <p>→ 116 € pour le contrôle d'une installation existante</p> <p>→ 141 € en cas de vente</p>	<p><u>Investissement : réseaux</u></p> <p>→ Coût total des travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 170 000 € HT <p><u>Pas de poste de refoulement nécessaire</u></p>
TECHNIQUE	<p>→ Secteur avec fortes contraintes pour l'épandage</p> <p>→ Urbanisation actuelle : complète</p> <p>→ Potentiel de développement urbain : quasiment aucun</p>	<p>→ <u>Collecte gravitaire du hameau :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 600 ml RD 145 B ▪ 70 ml chemin des Sarrets <p>→ <u>Refoulement : 0 ml</u></p>
ENVIRONNEMENT	<p>→ Épuration performante des effluents si les dispositifs sont aux normes et entretenus régulièrement</p> <p>→ Epuration par des filières compactes</p>	<p>→ Traitement STEP NATUR'NET</p> <p>→ La capacité de la station est suffisante</p>

La filière retenue est l'assainissement autonome

3.5 FERME DE LA GOUTTE

	<i>Assainissement autonome</i>	<i>Assainissement collectif</i>
ECONOMIQUE	<p>3 abonnés au total</p> <p><u>Investissement en réhabilitation à la charge des particuliers dont l'installation est non conforme :</u></p> <p>→ Terrains avec aptitude du sol inconnue pour l'assainissement autonome :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 9 000 € / abonné <p><u>Coût des contrôles de conformité :</u></p> <p>→ 330 € pour une installation neuve</p> <p>→ 116 € pour le contrôle d'une installation existante</p> <p>→ 141 € en cas de vente</p>	<p><u>Investissement : réseaux</u></p> <p>→ Coût total des travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 35 000 € HT <p><u>Pas de poste de refoulement nécessaire</u></p>
TECHNIQUE	<p>→ Urbanisation actuelle : moyenne</p> <p>→ Potentiel de développement urbain : une à deux dents creuses</p>	<p>→ <u>Collecte gravitaire du hameau :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 120 ml RD 1516 <p>→ <u>Refoulement : 0 ml</u></p>
ENVIRONNEMENT	<p>→ Épuration performante des effluents si les dispositifs sont aux normes et entretenus régulièrement</p> <p>→ Epuration par épandage si la capacité du sol le permet</p>	<p>→ Traitement STEP NATUR'NET</p> <p>→ La capacité de la station est suffisante</p>

La filière retenue est l'assainissement autonome

3.6 TREVIGNEUX

	<i>Assainissement autonome</i>	<i>Assainissement collectif</i>
ECONOMIQUE	<p>46 abonnés au total</p> <p><u>Investissement en réhabilitation à la charge des particuliers dont l'installation est non conforme :</u></p> <p>→ Terrains avec contraintes moyennes pour l'assainissement autonome :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 9 000 € / abonné <p><u>Coût des contrôles de conformité :</u></p> <p>→ 330 € pour une installation neuve</p> <p>→ 116 € pour le contrôle d'une installation existante</p> <p>→ 141 € en cas de vente</p>	<p><u>Investissement : réseaux gravitaires</u></p> <p>→ Coût total des travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 280 000 € HT <p><u>Investissement : réseaux en refoulement</u></p> <p>→ Coût total des travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 60 000 € HT <p><u>2 postes de refoulement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Investissement : 100 000 € HT ▪ Entretien : 3 200 €/an
TECHNIQUE	<p>→ Secteur avec contraintes moyennes pour l'épandage</p> <p>→ Urbanisation actuelle : développée</p> <p>→ Potentiel de développement urbain : faible, quelques dents creuses</p>	<p>→ <u>Collecte gravitaire du hameau :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 170 ml route des Chasseurs ▪ 110 ml chemin de la Civette ▪ 630 ml chemin de Trévigneux et chemin du Vard (tronçon 2) ▪ 200 ml chemin du Vard (tronçon 3) ▪ 190 ml chemin de la Croix des Trois Mulets <p>→ <u>Refoulement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 70 ml chemin du Vard (tronçon 1) ▪ 200 ml chemin du Vard (tronçon 4)
ENVIRONNEMENT	<p>→ Épuration performante des effluents si les dispositifs sont aux normes et entretenus régulièrement</p> <p>→ Épuration par épandage si la capacité du sol le permet localement ou filières drainées</p>	<p>→ Traitement STEP NATUR'NET</p> <p>→ La capacité de la station est suffisante</p>

La filière retenue est l'assainissement autonome

3.7 **AVOLIN**

	<i>Assainissement autonome</i>	<i>Assainissement collectif</i>
ECONOMIQUE	<p>23 abonnés au total</p> <p><u>Investissement en réhabilitation à la charge des particuliers dont l'installation est non conforme :</u></p> <p>→ Certains terrains avec fortes contraintes pour l'assainissement autonome, d'autres terrains sans contraintes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 7 000 € / abonné si pas de contrainte ▪ 12 000 € / abonné si fortes contraintes <p><u>Coût des contrôles de conformité :</u></p> <p>→ 330 € pour une installation neuve</p> <p>→ 116 € pour le contrôle d'une installation existante</p> <p>→ 141 € en cas de vente</p>	<p><u>Investissement : réseaux gravitaires</u></p> <p>→ Coût total des travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 170 000 € HT <p><u>Investissement : réseaux en refoulement</u></p> <p>→ Coût total des travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 90 000 € HT <p><u>1 poste de refoulement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Investissement : 50 000 € HT ▪ Entretien : 1 600 €/an
TECHNIQUE	<p>→ Contraintes variables pour l'épandage : fortes ou aucune</p> <p>→ Urbanisation actuelle : forte</p> <p>→ Potentiel de développement urbain : 3 dents creuses</p>	<p>→ <u>Collecte gravitaire du hameau :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 210 ml route de Tapon RD 145 ▪ 200 ml chemin de Morcelière ▪ 320 ml chemin d'Avolin <p>→ <u>Refoulement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 420 ml chemin d'Avolin
ENVIRONNEMENT	<p>→ Épuration performante des effluents si les dispositifs sont aux normes et entretenus régulièrement</p> <p>→ Epuration par épandage pour les terrains sans contraintes</p> <p>→ Epuration par filière compacte pour les terrains avec fortes contraintes</p>	<p>→ Traitement STEP NATUR'NET</p> <p>→ La capacité de la station est suffisante</p>

La filière retenue est l'assainissement autonome

3.8 MAIGRIERE

	<i>Assainissement autonome</i>	<i>Assainissement collectif</i>
ECONOMIQUE	<p>9 abonnés au total</p> <p><u>Investissement en réhabilitation à la charge des particuliers dont l'installation est non conforme :</u></p> <p>→ Terrains sans contraintes pour l'assainissement autonome :</p> <ul style="list-style-type: none"> 7 000 € / abonné <p><u>Coût des contrôles de conformité :</u></p> <p>→ 330 € pour une installation neuve</p> <p>→ 116 € pour le contrôle d'une installation existante</p> <p>→ 141 € en cas de vente</p>	<p><u>Investissement : réseaux gravitaires</u></p> <p>→ Coût total des travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> 45 000 € HT <p><u>Investissement : réseaux en refoulement</u></p> <p>→ Coût total des travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> 50 000 € HT <p><u>1 poste de refoulement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Investissement : 50 000 € HT Entretien : 1 600 €/an
TECHNIQUE	<p>→ Secteur sans contraintes pour l'épandage</p> <p>→ Urbanisation actuelle : faible</p> <p>→ Potentiel de développement urbain : très important</p>	<p>→ <u>Collecte gravitaire du hameau :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 200 ml chemin de la Maigrière <p>→ <u>Refoulement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 240 ml chemin de la Maigrière
ENVIRONNEMENT	<p>→ Épuration performante des effluents si les dispositifs sont aux normes et entretenus régulièrement</p> <p>→ Epuration par épandage</p>	<p>→ Traitement STEP NATUR'NET</p> <p>→ La capacité de la station est suffisante</p>

La filière retenue est l'assainissement autonome

4 ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

4.1 REFERENCES REGLEMENTAIRES

Le zonage des eaux usées répond à une obligation réglementaire définie dans l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment dans les alinéas 1 et 2 :

Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre I^{er} du code de l'environnement :

1. **Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques** et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
2. **Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations** et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif.

Les autres références réglementaires relatives à la gestion des eaux usées, au zonage et aux obligations de la collectivité et des usagers sont :

- ✓ L'article L.2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à l'engagement des collectivités en termes d'assainissement collectif et non collectif.
- ✓ L'article L.1331-1 du Code de la Santé Publique relatif à l'obligation de raccordement aux réseaux d'eaux usées et aux obligations des usagers des immeubles non raccordés.
- ✓ L'arrêté du 07 septembre 2009, modifié par l'arrêté du 07 mars 2012, fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de **pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5** dont le Document Technique Unifié (DTU) 64-1 précise les règles de l'art relatives aux ouvrages d'assainissement d'habitations individuelles.
- ✓ L'arrêté du 21 juillet 2015, modifié par l'arrêté du 24 août 2017, relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de **pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5**.

4.2 GENERALITES

Le zonage d'assainissement des eaux usées est reporté sur le plan n°37 769.

L'objectif du zonage en eaux usées est de définir :

- les zones d'assainissement collectif (en bleu ciel et en mauve), où la collectivité est en charge de la mise en place et de l'entretien du réseau d'assainissement.
- les zones d'assainissement non collectif (autres couleurs), où le particulier a l'obligation de mettre en place une installation individuelle conforme à la réglementation que la collectivité, éventuellement par une délégation, doit contrôler régulièrement.

ATTENTION : Même si un terrain est classé en zone d'assainissement collectif, il convient de se reporter aux documents d'urbanisme pour juger de sa constructibilité.

4.3 ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

4.3.1 Zones d'assainissement collectif



L'assainissement collectif concerne l'ensemble des secteurs raccordés au réseau d'assainissement.

Dans ces zones, la collectivité assure la collecte et le traitement des eaux usées domestiques.

Les usagers ont l'obligation de se raccorder sur les réseaux existants sous la voie publique à laquelle ils ont accès, soit directement, soit par l'intermédiaire de voie privée ou de servitude de passage, dans un délai de deux ans (sauf dérogation) à compter de la mise en service des nouveaux réseaux, conformément au code de la santé publique (article L.1331-1), au code de l'urbanisme et au règlement sanitaire départemental. Le cas échéant, ce raccordement se fera par un poste de refoulement individuel (à la charge du propriétaire) si l'habitation est en contrebas par rapport au réseau public.

Le raccordement des eaux usées non domestiques est soumis à l'accord du Maître d'Ouvrage du réseau et du dispositif de traitement des eaux usées de la commune, qui pourra, le cas échéant, imposer un système de prétraitement avant rejet au réseau.

Le classement d'une zone en secteur d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu et ne peut avoir pour effet :

- Ni d'engager la commune sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement (la commune reste maîtresse du planning de réalisation des travaux) ;
- Ni d'éviter aux habitations non encore raccordées d'avoir une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation (la filière devra être validée par le SPANC, service de l'assainissement non-collectif) ;
- Ni de constituer un droit, pour les propriétaires concernés et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leurs dessertes.

4.3.2 Zones d'assainissement collectif sous conditions



L'ensemble de cette zone peut être desservi par le réseau d'assainissement, sous réserve d'apporter les justifications ou modifications nécessaires, indispensables pour le raccordement au réseau d'assainissement collectif (projet d'aménagement, servitude de tréfonds...).

Dans ces zones, le règlement est identique au paragraphe précédent.

4.4 ZONES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4.4.1 Zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) en assainissement non collectif

Elle concerne l'ensemble des secteurs où la mise en place de réseaux d'assainissement n'est pas envisagée.

Dans ces zones, l'assainissement est non collectif et le propriétaire doit mettre en place une installation individuelle conforme à la législation en vigueur (*voir arrêté du 7 septembre 2009 et DTU 64-1 en annexe*).

Les constructions futures pourront être autorisées si la filière proposée par le particulier est acceptable par le SPANC, qui devra vérifier cette filière.

Une étude de sol à la parcelle pourra être demandée à chaque nouvelle construction par le SPANC.

Pour les habitations existantes, sur tous les secteurs (aptés ou inaptés à l'assainissement autonome), les dispositifs d'assainissement existants doivent permettre de limiter au maximum la pollution du milieu naturel. Des réhabilitations d'installations existantes pourront être nécessaires pour atteindre cet objectif.

Chaque particulier est propriétaire et donc responsable de son installation. La collectivité a l'obligation de réaliser un contrôle, afin de s'assurer de la bonne conception de l'installation et de son bon fonctionnement.

Le zonage des secteurs en assainissement non collectif n'implique pas la constructibilité ou non de terrains. Il faut pour, pour vérifier cela, se référer au zonage du document d'urbanisme.

La carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif n°37 759 permet de catégoriser chacune de ces zones :



a) Zones d'assainissement non collectif avec bonne aptitude.

Les techniques traditionnelles d'assainissement individuel peuvent être mises en place. L'infiltration des eaux traitées est possible et est privilégiée.



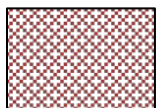
b) Zones d'assainissement non collectif avec aptitude moyenne.

Zones où l'assainissement autonome peut être mis en œuvre selon des filières parfois contraignantes et moins économiques (filtre à sable à flux vertical, filtre à sable à flux vertical drainé avec rejet vers le milieu superficiel, terre filtrant ou autres filières agréées) du fait de contraintes locales.



c) Zones d'assainissement non collectif avec mauvaise aptitude.

Zones où les filières d'assainissement autonome classiques (tranchées filtrantes) sont à proscrire et pour lesquels l'efficacité de systèmes plus élaborés est rendue aléatoire du fait d'un contexte naturel défavorable. Les eaux traitées seront évacuées dans un réseau ou au milieu hydraulique superficiel (fossé ou cours d'eau). S'il n'y a pas d'exutoire disponible, l'assainissement autonome ne sera pas possible pour les nouvelles constructions.



d) Zones d'assainissement non collectif avec mauvaise aptitude due aux conditions naturelles.

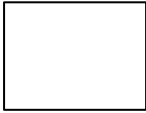
Secteurs classés en risque de glissement de terrain par la carte des aléas communale ou secteurs à forte pente. L'infiltration est interdite. Les filières compactes étanches avec rejet au milieu superficiel ou dans un réseau sont préconisées. S'il n'y a pas d'exutoire disponible, l'assainissement autonome ne sera pas possible pour les nouvelles constructions.



e) Zones d'assainissement non collectif avec aptitude inconnue.

L'aptitude du sol est inconnue ; seule une étude de sol à la parcelle permettra de définir la filière de traitement appropriée.

4.4.2 Zones naturelles (N) et agricoles (A) en assainissement non collectif



Ces zones correspondent aux secteurs non desservis par le réseau d'assainissement où il n'y a pas d'urbanisation prévue.

Dans ces zones, l'assainissement est non collectif et le propriétaire doit mettre en place une installation individuelle conforme à la législation en vigueur (voir arrêté du 7 septembre 2009 et DTU 64-1 en annexe).

La filière de traitement est à définir au cas par cas.

Les prescriptions liées à l'assainissement non collectif détaillées dans le paragraphe précédent s'appliquent également dans ces zones.

5 ANNEXES

ANNEXE 1 : Extrait du Code Général des Collectivités Territoriales (art. L.2224-7 à L.2224-11-6)

ANNEXE 2 : Extrait du Code de la Santé Publique (art. L.1331-1 à L.1331-24)

ANNEXE 3 : Arrêté du 7 septembre 2009, modifié par l'arrêté du 7 mars 2012, fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif

ANNEXE 4 : Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif

ANNEXE 5 : Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif

ANNEXE 6 : Extrait du DTU 64-1

ANNEXE 7 : Liste des installations d'assainissement autonome agréées

ANNEXE 1 : Extrait du Code Général des Collectivités Territoriales (articles L.2224-7 à L.2224-11-6)

ANNEXE 2 : Extrait du Code de la Santé Publique (articles L.1331-1 à L.1331-24)

**ANNEXE 3 : Arrêté du 7 septembre 2009, modifié par
l'arrêté du 7 mars 2012, fixant les prescriptions
techniques applicables aux systèmes d'assainissement
non collectif**

**ANNEXE 4 : Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités
de l'exécution de la mission de contrôle des installations
d'assainissement non collectif**

ANNEXE 5 : Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif

ANNEXE 6 : Extrait du DTU 64-1

ANNEXE 7 : Liste des installations d'assainissement autonome agréées